



67^e session de l'Assemblée générale

5^e Commission

Point 129 de l'ordre du jour

Moyens civils à mobiliser dans les situations postconflituelles Civilian capacity in the aftermath of conflict

New York, le 7 décembre 2012

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations saluent la présentation du rapport du Secrétaire général sur les moyens civils à mobiliser dans les situations postconflituelles ainsi que de celle du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB).

Pour commencer, la Suisse tient à féliciter le Secrétaire général pour ses efforts et les progrès accomplis en matière de mobilisation de moyens civils dans les situations de post-conflit. Nous continuons de croire que ces efforts comptent au nombre des mesures les plus importantes actuellement engagées par le système onusien. Par ailleurs, nous félicitons le Secrétaire général pour la transparence et l'ouverture dont il fait preuve dans sa conduite du processus. La Suisse et le Liechtenstein ont toujours soutenu et continuent aujourd'hui encore à soutenir les efforts visant à renforcer les capacités civiles après un conflit.

Monsieur le Président,

Avant de nous prononcer sur les rapports qui nous ont été présentés, il est important de rappeler à quel stade du projet nous sommes actuellement. A l'instar du CCQAB, nous estimons que de nombreux éléments du rapport actuel du Secrétaire général restent abstraits et ne mettent en évidence aucune implication programmatique, administrative ou budgétaire précise. Cette discussion conceptuelle devra se poursuivre, et nous nous réjouissons donc de continuer cette réflexion dans d'autres enceintes appropriées. Le rôle de la 5^e Commission gagnera en importance à mesure que les concepts se préciseront. Et le moment venu, nous serons prêts à assumer notre rôle dans ce projet. A ce stade, nous profitons de l'occasion pour formuler quelques remarques préliminaires.

Permettez-moi, dans ce contexte, de souligner trois points auxquels nous attachons une importance particulière :

Premièrement, une approche systématique et coordonnée est fondamentale. La question des moyens civils nous force à réfléchir en-dehors du cadre – c'est-à-dire des Nations Unies – et à adopter une perspective plus large. Dans les contextes complexes auxquels l'ONU est aujourd'hui confrontée dans ses opérations de consolidation de la paix, les partenariats deviennent de plus en plus incontournables. Les Nations Unies ne sont pas tenues de relever tous les défis seules. Elles peuvent, au contraire, en partager la responsabilité avec d'autres acteurs, tout en gardant en ligne de mire l'autonomie nationale du processus de transition vers la paix.

Deuxièmement, nous saluons la récente mise en ligne de la plate-forme CAPMATCH. Cette initiative pourrait permettre de développer et renforcer la coopération entre les pays du Sud, et ouvrir la voie à une nouvelle approche des pays du Nord et de la communauté des Etats donateurs. Un système simple, flexible et non bureaucratique doit être mis en place pour faciliter les contacts entre l'offre et la demande de moyens civils. Nous suivrons avec attention les prochains développements de cette initiative.

Troisièmement, nous sommes convaincus que les réglementations financières et managériales devraient pouvoir s'adapter aux changements rapides qui caractérisent les contextes postconflits et permettre la mise à disposition flexible et rapide de moyens civils adaptés aux besoins du terrain à un moment donné. Nous partageons l'avis du CCQAB, qui estime qu'il faut un équilibre entre l'actuelle délégation du pouvoir et la discipline budgétaire, la responsabilité et le contrôle interne requis. Cela dit, nous tenons à ajouter qu'un certain degré de souplesse s'impose pour répondre plus efficacement à des besoins en évolution.

Monsieur le Président,

Le rapport d'avancement qui nous a été présenté fait état d'un certain nombre d'initiatives et de mesures visant à améliorer les résultats sur le terrain en renforçant l'autonomie et en consolidant les institutions nationales. Afin de réaliser cet objectif, les moyens civils pouvant être mobilisés doivent être davantage développés. Si la portée générale du projet et ses liens avec des initiatives existantes doivent certes encore être précisés, nos délégations constatent avec satisfaction que l'initiative prend forme et nous nous réjouissons de voir ce cadre général continuer à évoluer et gagner en substance.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honor to speak on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the introduction of the Secretary-General's report and the related report by the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ).

At the outset, we would like to congratulate the Secretary-General for his efforts and the progress achieved in the area of civilian capacity in the aftermath of conflict. We continue to believe that these efforts are among the most important currently underway in the United Nations system. Furthermore, we commend the Secretary-General on the transparent and inclusive manner by which he steers this

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

process. Switzerland and Liechtenstein have been and continue to be strong supporters of the efforts around civilian capacity in the aftermath of conflict.

Mr. Chairman,

In relation with the reports before us, it is important to remember at what stage of the process we are right now. We agree with the ACABQ that many of the elements described in the Secretary-General's present report remain conceptual in nature and do not outline precise programmatic, administrative or budgetary implications. It will be important to continue this conceptual discussion, and we look forward to discussing the issue in appropriate other forums. The role of the Fifth Committee will become more important as the concepts become more precise. We will be ready to fulfill this role as soon as necessary. At the present stage, we appreciate the opportunity to give some preliminary remarks.

Let me now highlight three areas that are particularly important for us:

First, a systematic and coordinated approach is crucial. Working on civilian capacity forces us to think outside the box - that is outside the United Nations - and to take a broader perspective. In today's complex peacebuilding environments, partnerships are increasingly important. The United Nations is not obliged to address all challenges alone. Instead, responsibility can be shared with other actors while prioritizing a nationally owned process.

Second, we welcome the recent launch of the CAPMATCH online platform. This initiative has the potential to facilitate and enhance South-South cooperation and initiate necessary changes in the approach taken by the global North as well as the donor community. A simple, flexible, and unbureaucratic system is required to facilitate contacts between providers and requesters of civilian capacity. We look forward to receiving further updates as the initiative grows.

Third, we believe that financial and managerial arrangements should be sufficiently responsive to evolving and sometimes fast-changing requirements as they typically characterize post-conflict contexts. They should allow for a timely and nimble provision of civilian capacities depending on the specific requirements on the ground at any given moment. We agree with the ACABQ that there needs to be a balance between the current delegated authority and requisite budgetary discipline, accountability, and internal control, but we would add that a certain degree of flexibility to respond to evolving needs more effectively should be factored in as well.

Mr. Chairman,

We note that the progress report before us outlines a number of initiatives and measures which aim to achieve better results in the field through strengthened national ownership and better support to national institution building. To realize this vision, a broader pool of civilian capacity needs to be developed which can be mobilized as required. While the overall scope of this project and its links with other existing initiatives may need to be more clearly defined, our delegations are pleased to see how this initiative is taking shape and look forward to seeing this basic framework evolve and filled with additional content.

Thank you, Mr. Chairman.